



Communiqué intersyndical

« Le service public, moi j'y tiens, arrêtons la casse ! » Le 7 mars 2017 toutes et tous en grève

Les organisations syndicales de la Fonction publique territoriale CGT, FO, FAFPT et SNUTER-FSU, dans la continuité des actions menées depuis plusieurs mois (Loi MAPTAM, NOTRe, Loi El Khomri, ATSEM ...) appellent l'ensemble des personnels à participer à la journée de grève et de manifestations du 7 mars 2017.

La casse des services publics s'amplifie partout avec :

- La mise en place de la réforme territoriale, qui s'accompagne de mutualisations des services, de mobilité forcée, de remise en cause du temps de travail, de privatisations de services...
- La baisse des dotations de l'état (DGF), qui entraîne notamment pressions sur les effectifs, suppressions de postes (non-remplacement de départ à la retraite, fin de contrats de non titulaires...), fermetures de services, dégradation de nos conditions de travail...
- La mise en place du RIFSEEP qui accentue l'individualisation de la rémunération ;
- La revalorisation du point d'indice largement insuffisante, ne compensant pas les pertes de rémunération accumulées depuis de trop nombreuses années ;
- La remise en cause des droits acquis, des primes, de l'action sociale, du 1% CNFPT...

Tout cela conduit à une situation historiquement catastrophique dans nos collectivités, causée par les politiques d'austérité menées depuis plusieurs années par les différents gouvernements au service de la finance.

Depuis le 1^{er} janvier la situation des agents se détériore encore plus avec :

- La fusion des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (40% de disparitions) ;
- La création de nouvelles métropoles ;
- La création de communes nouvelles, qui interviendront en 2017.

Des dizaines de milliers de postes sont menacés ! Les modalités d'organisation du temps de travail sont remises en cause pour en allonger la durée !

Depuis plusieurs mois les mouvements de grève se multiplient, ils s'inscrivent dans la durée. Comme dans les hôpitaux, les maisons de retraite, l'enseignement, la Sécurité sociale, ces conflits dans nos collectivités viennent confirmer notre constat, que toutes ces remises en causes s'attaquent au service public qui est un gage d'égalité de traitement de tous les citoyens, attaquant par la même l'ensemble des salariés qui le servent.

Nous nous devons d'organiser la résistance face à ces attaques concertées contre le service public local. Les Fédérations CGT-FO-Sud Santé et Action sociale appellent, elles aussi à la grève le 7 mars sur le champ social, sanitaire et médico-social, dans le public comme dans le privé, pour la défense d'une santé publique accessible à toutes et à tous et pour la défense de la protection sociale. Ce combat pour notre système de soins solidaire est évidemment aussi le nôtre.

D'autres appels à l'action ont été lancés à l'État, dans le secteur de la protection sociale et chez les retraités pour le 7 mars.

Pour mettre un coup d'arrêt aux attaques et porter les revendications, nos organisations ont décidé de prendre leurs responsabilités et appellent les agents territoriaux à participer massivement aux côtés de nos collègues hospitaliers et de l'État à la mobilisation nationale du 7 mars dans la Fonction publique.

Et parce qu'au-delà des attaques actuelles, les propositions et annonces qui émergent du débat électoral et qui remettent en cause nos acquis collectifs (emplois, statuts, protection sociale ...) nous imposent, agents publics, de prendre la parole et d'exprimer notre profond attachement au service public et à la Fonction publique.

Contre la casse de la Fonction publique territoriale, des services publics et de la protection sociale, pour l'augmentation des salaires, pour l'égalité professionnelle femmes/hommes, pour la défense des garanties statutaires, pour les créations de postes indispensables, pour de meilleures conditions de travail, pour le droit à la formation professionnelle.

TOUTES-TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE 7 MARS

Montreuil, le 9 février 2017